



Revendications des élus CGT à la réunion des Délégués du Personnel d'avril 2015 (Extrait des 165 revendications CGT)

Samedis supplémentaires

Le mécontentement des salariés contre les H+ obligatoires augmente. Il faut embaucher pour assurer à la fois la pérennité du site et le respect du temps libre des salariés.

Réponse de la direction : A ce jour, il n'est pas prévu d'embaucher.

Avis CGT : Avec le sous-effectif chronique dans les ateliers, les moniteurs sont constamment en poste, et les opérateurs ne peuvent pas se faire remplacer et se faire aider en cas de besoin. C'est encore plus un problème les samedis où il n'y a pas de pause entre 9h30 et 12h30. La CGT revendique une pause supplémentaire payée, sans rallonger la journée de travail !

Congés

DV3, Montage : la prise de congé est devenue extrêmement difficile. Comment l'expliquez-vous ? Veuillez rappeler à tous les RU les règles relatives à la prise de congé.

Réponse de la direction : Les règles de congés sont connues et appliquées par les RU.

Avis CGT : Actuellement, soit les congés sont refusés, soit les UEP tournent avec les moniteurs en poste. La réduction des effectifs est responsable de ces 2 situations également intolérables. Nous ne voulons subir ni la peste ni le choléra. Il faut embaucher pour que chaque UEP ait l'effectif suffisant.

Conditions de travail

Usinage 950 : Suite à la septicémie (infection du sang) d'un salarié, qu'avez-vous mis en œuvre pour ne plus que ça se produise ?

Réponse de la direction : La septicémie de ce salarié est due à l'infection d'une ampoule sous le pied... Les sols étant humides et les chaussures usagées, l'infection n'a pas pu être évitée...

Avis CGT : Voilà un bel exemple des conditions de travail existant dans cet atelier ! L'organisation y est catastrophique : les salariés du bâtiment 6 subissent en permanence la pression de la production, le sous-effectif et des H+ à répétition ! En plus de changer les chaussures de sécurité usées, la direction doit surtout fiabiliser les installations et empêcher que le sol soit inondé de liquide de coupe.

Maintenance préventive

Les salariés aimeraient connaître les encours TP VSD de l'ensemble des ateliers ?

Réponse de la direction : Au total 13733 heures !

Avis CGT : Le démantèlement des équipes de maintenance VSD se poursuit alors que les moyens se détériorent de semaine en semaine (pannes = heures supplémentaires et samedis obligatoires). C'est à se demander si la direction ne souhaite pas tuer notre outil industriel ! Et lorsque la CGT le fait remarquer à la direction, son représentant Mr Simon déclare que : « Les équipes de VSD ne sont pas assez à poil ». Belle illustration de l'arrogance de ceux qui gèrent l'effectif dans les ateliers.

Salaires

Comment expliquez-vous aux salariés que leur salaire est bloqué pour la 3^{ème} année consécutive alors que 4 de nos dirigeants ont augmenté leur rémunération de 86% (de 8,3 à 14,1 millions € en 2015.)

Réponse de la direction : Ce sujet ne relève pas de l'instance DP du site de Trémery.

Avis CGT : C'est pourtant le travail des salariés de Trémery et de tout le groupe qui produit les bénéfices de PSA. La direction s'apprête à racheter jusqu'à 1,3 milliards € d'actions PSA pour se les distribuer ou les détruire ! Tout ça pour augmenter la valeur des actions et la fortune des gros actionnaires ! Et on veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent !

Une augmentation générale des salaires s'impose.

Le Travail des uns, c'est la santé ... des autres ?

La direction et ses perroquets (commentateurs, journalistes, ou responsables de certains syndicats) nous disent que c'est formidable qu'il y ait du travail à la pelle chez PSA. On devrait être contents !

Sauf que le travail obligatoire sans être payé en conséquence, c'est déjà beaucoup moins bien ! C'est sûr que les ouvriers de PSA ne vont pas encombrer les routes pour les départs en weekends.

Depuis 3 ans, on nous rebat les oreilles des « surcapacités » de production. Il fallait fermer Aulnay, il fallait supprimer une chaîne à Poissy, puis une autre à Mulhouse. C'était parait-il incontestable : à la suite du patron, tous les « économistes » et « prévisionnistes » nous le matraquaient.

Depuis deux ans, il y a 9500 salariés de moins à l'effectif de PSA, avec les PSE, le PREC, le DAEC et ça continue. Ils ne sont pas remplacés. Des chaînes de montage ont été détruites. Et maintenant qu'il y a un peu plus de ventes ? On nous dit seulement que c'est une bonne nouvelle, et qu'il faut travailler plus... sans être payé pour l'ensemble des heures effectuées.

Au contraire, nous sommes dans notre droit de réclamer que les heures supplémentaires soient au volontariat et payées, comme nous sommes dans notre droit de contester les licenciements et les destructions de moyens de production.

300 000 € de retraite chapeau par an à vie pour VARIN

300 000 € de retraite chapeau par an, à vie pour Varin, versés par PSA pour à peine 5 ans à la tête du groupe !!! Un scandale de plus !!!

0 € pour les salaires, 1,3 milliard € pour spéculer

La direction du groupe va proposer aux actionnaires de lui voter l'autorisation de racheter des actions pour un montant qui pourra aller jusqu'à la somme faramineuse de 1,3 milliard €.

Une partie de ces actions pourra être distribuée gratuitement aux principaux dirigeants du groupe, dont le **PDG Carlos Tavares, qui pourrait ainsi toucher 130 000 actions gratuites (2,170 millions € au cours du jour !).**

Les autres actions pourront être « annulées » afin de « réduire le capital du groupe ».

La finalité de cette décision est bien connue : racheter ses propres actions et les détruire permet de faire monter artificiellement la valeur des actions restantes. Sans lever le petit doigt, les gros possesseurs d'actions PSA verront leur fortune augmenter automatiquement comme la famille Peugeot elle-même, qui possède toujours 14 % des parts du groupe.

C'est aussi une façon détournée de distribuer des dividendes : PSA se vante de ne pas avoir distribué de dividendes aux actionnaires depuis des années, mais le milliard d'euros que va dépenser PSA dans le rachat d'actions ira soit dans la poche des actionnaires qui vendront leurs parts, soit permettra de grossir le portefeuille d'actions de ceux qui les garderont.

Alors que depuis 2012 nos salaires sont bloqués, la CGT dénonce le scandale de la politique de rachat d'actions, et revendique que cet argent soit distribué sous la forme d'une augmentation générale de salaire.